

L'ASSEMBLEE NATIONALE 1952

Tribune des nations

ET LA POLITIQUE ETRANGERE

2-5-52

DES sa rentrée du 20 mai, le Parlement français se trouvera devant les échéances de la politique internationale dont il a approuvé, il y a quelques semaines, les objectifs. Ce n'est pourtant pas tout à fait de l'œil dont il en estimait les principes qu'il considérera les résultats.

D'abord parce que le fruit ne ressemble jamais à l'arbre dont il est issu, surtout quand de trop habiles jardiniers ont, par greffe subreptice, fait produire au tronc une récolte qui n'est pas celle pour laquelle on l'avait planté. Ensuite parce que le Parlement lui-même ne sera plus tel qu'il était alors.

Encore enserrée il n'y a guère dans les liens des apparentements aujourd'hui brusquement oubliés, l'Assemblée nationale a maintenant découvert son axe véritable. Le Conseil de la République qui sortira peu modifié sans doute de son renouvellement partiel n'en sera pas moins débarrassé du souci que cette désagréable formalité causait à la moitié de ses membres. Plus centré droit que jamais, il aidera l'autre Assemblée à le devenir complètement et à le demeurer. Ici et là, l'expérience Pinay, en se poursuivant, achèvera l'effiochement du R.P.F. dont

PAR

Paul SCHMITT

toute l'aile bien pensante estime déjà qu'il n'a plus d'utilité depuis que le libéralisme économique a repris officiellement possession du pouvoir. Le reclassement finira donc de s'achever.

LA fin de la gestation de la nouvelle majorité coïncidera avec la fin de celle des multiples accords dont l'ensemble constitue la transposition en lignes sinueuses de la politique européenne de M. Robert Schuman. La confrontation sera curieuse à observer des produits de cette double métamorphose. Chenilles devenues hannetons (ou papillons, si l'on préfère donner aux choses un aspect poétique), ni la majorité parlementaire, ni la politique du ministre des Affaires étrangères n'ont, après leur réalisation, plus rien de l'aspect sous lequel on les a jusqu'ici observées.

Elles-mêmes se reconnaîtront-elles l'une l'autre ? Ce n'est pas absolument assuré. Déjà l'Assemblée nationale a manifesté comme un haut-le-cœur devant les premières apparences de l'être dont elle avait approuvé la venue au monde mais qu'elle n'imaginait pas si difforme, incomplet et apparemment peu viable. Sa commission des Affaires étrangères, effarouchée, s'est réunie en pleine période de vacances pour s'informer sans attendre sur les étranges caractéristiques que prennent tous ces accords, faits de plus de blancs que de texte, après les déclarations de M. Adenauer.

Les explications obscures ou purement formelles et superficiellement juridiques qu'on a fournies sur l'imbricatio sarrois et le ténébreux machiavélisme des relations franco-allemandes ne paraissent pas satisfaire jusqu'ici les esprits soucieux de clarté. L'interpellation de M. Bonnefous provoquera un débat au cours duquel l'Assemblée essaiera de faire connaissance avec le monstre apparemment sans queue ni tête qu'on cache encore en partie à ses regards. L'adoptera-t-elle, quelles que soient les répugnances qui se manifestent.

UNE certaine logique devrait faire qu'il en soit ainsi. Car, après tout, on pouvait bien se douter par les précédents de l'usage qui serait fait des assentiments accordés par le Parlement sous des réserves illusives. Mais, en vérité, l'Assemblée avait l'esprit ailleurs, travaillée qu'elle était par les tiraillements de sa formation encore inachevée, préoccupée surtout — en raison de son instabilité — par les effets de ses décisions sur son propre équilibre. Aujourd'hui ou demain, moins empêtrée dans ses inconfortables complications intérieures, il se peut qu'elle soit en mesure de manifester à défaut d'une meilleure intelligence politique, plus de souci de ses responsabilités quant aux conséquences de ses approbations.

LE propre de l'âge adulte c'est de vouloir commettre soi-même les erreurs que nos actes entraînent presque toujours et non plus d'accepter celles qu'on nous impose. Cette jeune Assemblée paraît, à cet égard, disposée à montrer qu'elle a quitté l'enfance. Comment cette velléité peut-elle se traduire ? Ira-t-elle jusqu'à une nouvelle et totale détermination de quelques-uns tout au moins des aspects de la politique étrangère française ? Se satisfiera-t-elle d'une substitution de personne à laquelle, dit-on, songent volontiers certains ?

Tout n'est pas toujours vrai dans les complots que des gens méfiants sont tentés de découvrir. Il n'est pas sûr, par exemple, que, quoi qu'on dise, l'interpellation de M. Bonnefous (qui est membre de l'U.D.S.R. de M. Plevin) soit destinée à provoquer, avec le départ de M. Robert Schuman,

l'installation au Quai d'Orsay de l'actuel ministre de la Défense nationale. Ce qui permettrait la rentrée politique de M. Bidault reprenant la direction de la rue Saint-Dominique.

Mais quelle que soit l'équipe ou la combinaison qu'un tel départ arrangerait, il est tentant pour ceux qui aspirent à la responsabilité du majeur d'écarter d'abord le tuteur qui a imposé jusqu'ici ses vues avec une douceur obstinée. L'étonnement, le désarroi, les déceptions nées des résultats de la politique européenne peuvent ainsi prendre l'aspect d'une offensive dirigée directement ou insidieusement contre la personne du ministre des Affaires étrangères qui l'a conduite où elle en est.

CEPENDANT les réactions qu'on perçoit vont au-delà d'une simple recherche de responsabilités. Ce serait plutôt un certain changement de climat : la prédominance du réalisme conservateur sur un certain conservatisme qui avait besoin d'alibis idéologiques. Ceux-ci, devenus inutiles, ne laissent plus apparaître que leurs inconvénients sous la forme de plans plus ou moins chimériques. Pour défendre une certaine politique, il n'est plus besoin de don-quistottismes ni de Don Quichottes. A l'esprit de croisade, paravent ou complément jusqu'ici nécessaire de cette politique, mais aussi complication parfois coûteuse, tend à se substituer le calcul du bouctiquier.

Est-ce un bien ? Est-ce un mal ? Savoir le prix exact de ce que l'on entreprend et y comparer les gains réels pour se déterminer selon la balance du profit manque d'élevation, mais après de gigantesques faux calculs cela peut paraître un rafraîchissant retour au bon sens. Aussi est-ce la soif qu'on en a qui fait peut-être croire à tort qu'on y va.